

Une mini-victoire déjà contestée

Au lendemain du référendum turc, de forme. Le scrutin serré montre l'opposition et les observateurs un repli du parti au pouvoir et internationaux dénoncent des vices du président Erdogan.

STÉPHANIE FONTENOY
À ISTANBUL

At moins 2.000 personnes sont descendues dans les rues d'Istanbul lundi soir pour contester le résultat du référendum sur l'extension des pouvoirs du président Recep Tayyip Erdogan, passé à une courte majorité la veille. «Côte à côte contre le fascisme», ont-ils scandé. Selon le dernier décompte, confirmé par la Commission électorale, le «oui» l'a emporté d'un cheveu dimanche soir à 51,4% des voix. Les célébrations qui ont eu lieu à Istanbul et à Ankara avaient un goût de trop peu. Les observateurs internationaux de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) et du Conseil de l'Europe ont estimé lundi que le référendum s'était tenu dans des conditions «en deçà des normes internationales». Ces observateurs ont dénoncé une campagne «inéquitable». Ils ont aussi dénoncé la décision de dernière minute de la Commission électorale turque (YSK) d'autoriser la comptabilisation de bulletins qui n'étaient pas estampillés du sceau officiel obligatoire sur ces documents.

Le Parti républicain du peuple (CHP, social-démocrate) et le Parti démocratique des peuples (HDP, pro-kurde), ont demandé lundi l'annulation du scrutin. Pour Ahmet Kiraz, avocat, dirigeant local du CHP d'Istanbul et membre de la commission électorale pour l'arrondissement de Beyoglu, «il y a eu du bourrage d'urnes, c'est sûr. Cela s'est produit dans les régions dominées par le Parti (majoritaire) de la justice et du développement (AKP), dans le centre du pays». Pour lui, le président Erdogan et son parti essaient de faire passer «en force» le référendum.

«Le président de la Commission électorale a validé les résultats alors qu'un processus d'examen et qu'un recours sont possibles pendant 12 jours après le référendum. Légalement, nous avons la possibilité de faire des recours et nous allons le faire. Mais on sait ce qu'il en sera. Le résultat ne changera pas. La question est bouclée. Les résultats de la Commission électorale sont définitifs», dit-il à L'Echo.

Comme un camouflet

Pour les experts, cette victoire «contrariée» et à minima en faveur du renforcement des pouvoirs de l'homme fort d'Ankara sonne comme un camouflet. La Turquie est divisée entre les grands centres urbains comme Istanbul, Ankara et Izmir, qui ont voté contre la réforme, et l'intérieur du pays et les côtes de la Mer noire, qui ont voté pour.

«On assiste à un repli de l'AKP sur l'intérieur du pays avec des difficultés dans les grandes villes. Cela correspond à une territorialisation du 'oui' sur les arrondissements les plus modestes, une prolétarisation et une provincialisation du soutien à l'AKP», souligne Jean-François Pérouse, directeur de l'Institut des études anatoliennes (Ifea) d'Istanbul.

«Le consensus pour le non est fort, malgré une campagne asymétrique en faveur du oui. Je doute que ce soit le résultat que le président Erdogan attendait. Mais il va devoir s'en accommoder. Il va prétendre qu'il s'agit d'une victoire. Ce résultat suggère surtout qu'il est vulnérable. Et la seule manière qu'il connaît d'y répondre est de faire peser plus de pression sur l'opposition et de renforcer le régime», résume Aykan Erdemir, chercheur à la Fondation pour la défense des démocraties, de Washington, et ancien parlementaire turc de l'opposition kémaliste CHP.

La communauté turque de Belgique a très largement voté en faveur de la réforme constitutionnelle proposée par Erdogan, et une partie de la classe politique flamande a décidé de le lui faire payer. Rien de surprenant pourtant à ce que 75% des Belgo-Turcs aient plébiscité Erdogan. La communauté est profondément conservatrice, et on l'explique en partie par sa grande homogénéité sociologique: la majeure partie des personnes qui la composent est originaire des environs de la petite ville d'Emirdag, dans la province d'Afyonkarahisar, acquise au «Evet» (oui). Pas de surprise donc, mais une partie de la classe politique flamande brandit ce résultat pour appeler à prendre une mesure radicale: en finir avec

la double nationalité – et donc interdire aux Turcs de Belgique de voter en Turquie. Ainsi le député CD&V Hendrik Bogaert a-t-il appelé lundi à rouvrir le débat: «Plus de la moitié des Turcs ont voté en faveur d'un système autoritaire. Stop à la double nationalité maintenant. Choisissez SVP», a posté l'élu sur le réseau Twitter. Une logique suivie par la sénatrice Open Vld Ann Brusseel et par la N-VA. Pour le chef de file des séparatistes Bart De Wever, les difficultés liées à la suppression de la double nationalité «ne sont pas insurmontables».

Les difficultés juridiques sont pourtant bien réelles, a souligné de son côté le patron du CD&V: même s'il dit trouver «logique» de ne disposer que d'une nationalité, Wouter Beke rappelle que certains pays ne permettent pas à leurs citoyens de renoncer à leur nationalité... Le ministre des Affaires étrangères a tenté de mettre le débat en sourdine, lundi, considérant qu'il ne devait pas être ouvert «à la suite d'une décision prise par une communauté bien précise». Et de prendre à témoin la plus grande communauté binationale du pays: «On ne pense pas rouvrir [ce] débat en fonction des résultats des élections présidentielles» françaises...

F.R.

«Je doute que ce soit le résultat que le président Erdogan attendait. Mais il va devoir s'en accommoder.»

AYKAN ERDEMIR
CHERCHEUR À LA
FONDATION POUR
LA DÉFENSE DES
DÉMOCRATIES

CONSÉQUENCES...

...SUR LA RELATION TURQUIE-EUROPE

Les relations entre Ankara et l'Union européenne se sont considérablement dégradées ces dernières semaines, en particulier depuis que le président turc a jugé que la chance-

lière allemande avait des «pratiques nazies». La courte victoire de Recep Erdogan va-t-elle encore dégrader cette relation? D'un point de vue institutionnel, c'est probable. Le président turc a annoncé au lendemain du référendum sa volonté de lancer le chantier du rétablissement de la peine de mort. Ce qui, s'il y parvient, aura pour conséquence quasi mécanique de

mettre un terme aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne. «Mais au fond, cela permettrait de restabiliser la relation sur une base un peu moins frustrante», observe Yves Bertoncini, directeur de l'institut Jacques Delors. Une relation plus claire, sans perspective d'adhésion, pourrait ouvrir la voie à un partenariat stratégique – à l'image de ce

que l'Union doit mettre en place avec le Royaume-Uni et l'Ukraine. À condition que la Turquie ne bascule pas dans la dictature complète et ne décide pas de rompre tous les amarres avec l'UE pour se tourner totalement vers d'autres alliances. Un risque pour le moins mesuré, estime Bertoncini, tant la Turquie dépend commercialement de l'Europe. F. R.

La Flandre s'en prend aux Belgo-Turcs

La communauté turque de Belgique a très largement voté en faveur de la réforme constitutionnelle proposée par Erdogan, et une partie de la classe politique flamande a décidé de le lui faire payer. Rien de surprenant pourtant à ce que 75% des Belgo-Turcs aient plébiscité Erdogan. La communauté est profondément conservatrice, et on l'explique en partie par sa grande homogénéité sociologique: la majeure partie des personnes qui la composent est originaire des environs de la petite ville d'Emirdag, dans la province d'Afyonkarahisar, acquise au «Evet» (oui). Pas de surprise donc, mais une partie de la classe politique flamande brandit ce résultat pour appeler à prendre une mesure radicale: en finir avec la double nationalité – et donc interdire aux Turcs de Belgique de voter en Turquie. Ainsi le député CD&V Hendrik Bogaert a-t-il appelé lundi à rouvrir le débat: «Plus de la moitié des Turcs ont voté en faveur d'un système autoritaire. Stop à la double nationalité maintenant. Choisissez SVP», a posté l'élu sur le réseau Twitter. Une logique suivie par la sénatrice Open Vld Ann Brussel et par la N-VA. Pour le chef de file des séparatistes Bart De Wever, les difficultés liées à la suppression de la double nationalité «ne sont pas insurmontables».

Les difficultés juridiques sont pourtant bien réelles, a souligné de son côté le patron du CD&V: même s'il dit trouver «logique» de ne disposer que d'une nationalité, Wouter Beke rappelle que certains pays ne permettent pas à leurs citoyens de renoncer à leur nationalité... Le ministre des Affaires étrangères a tenté de mettre le débat en sourdine, lundi, considérant qu'il ne devait pas être ouvert «à la suite d'une décision prise par une communauté bien précise». Et de prendre à témoin la plus grande communauté binationale du pays: «On ne pense pas rouvrir [ce] débat en fonction des résultats des élections présidentielles» françaises...

RÉSULTAT DU RÉFÉRENDUM EN TURQUIE



ET EN EUROPE

En %	Vote oui	Vote non	Nombre de votants
Belgique	74,98	25,02	72.127
Autriche	73,23	26,77	52.187
Pays-Bas	70,94	29,06	116.543
France	64,85	35,15	140.741
Allemagne	63,07	36,93	653.502
Luxembourg	62,86	37,14	9.525
Danemark	60,63	39,37	10.892
Norvège	57,20	42,80	3.834
Suède	47,09	52,91	9.274
Roumanie	44,64	55,36	1.846
Suisse	38,08	61,92	50.374
Italie	37,94	62,06	5.627
Bulgarie	28,65	71,35	1.274
Finlande	28,45	71,55	1.961
Russie	26,02	73,98	3.201
Hongrie	25,75	74,25	901
Pologne	25,61	74,39	1.179
Grèce	22,62	77,38	778
Royaume-Uni	20,26	79,74	35.424
Irlande	19,93	80,07	868
Espagne	13,32	86,68	1.291
Tchéquie	12,54	87,46	582

Source: Anadolu Agency

F.R.